

En Suisse, le secteur économique inquiet après le vote anti-immigrés

Le Monde.fr | 10.02.2014 à 19h11 • Mis à jour le 11.02.2014 à 19h47 |

Par Marc Bettinelli



Affiche de l'UDC en faveur de la "fin de l'immigration massive" en Suisse, approuvée par les électeurs suisses. | AFP/MICHAEL BUHOLZER

A Genève, dans les locaux d'Economiesuisse, le « Medef » du pays, des piles d'affiches trônent encore sur les tables basses, clamant que « *l'initiative UDC isole la Suisse. Sans bilatérales, pas de prospérité.* » Il faut dire que le patronat suisse s'est très largement investi dans la campagne contre la votation initiée par le parti de la droite conservatrice.

Cristina Gaggini, directrice romande d'Economiesuisse, confirme : « *Le sujet est stratégique. En interne, cela faisait déjà deux ans que l'on sensibilisait nos membres, chefs d'entreprise, à l'importance de la libre circulation. Notre campagne de communication, en collaboration avec le gouvernement suisse, avait elle démarré au mois d'août dernier.* » Impossible d'en savoir plus sur les fonds investis pour lutter contre le projet, le sujet est sensible, l'UDC dénonçant régulièrement les « *sommes colossales de plusieurs millions de francs suisses mobilisées par le patronat* ».

« DUMPING SALAF

La rancune n'est pas de coutume dans un pays où la voix du peuple vaut jugement suprême. Les deux camps se rejoignent d'ailleurs sur un point, constamment mis en avant : les Suisses n'auraient pas voté contre les étrangers, mais contre la mauvaise gestion des flux migratoires déclenchés par l'ouverture du pays à la libre circulation.

Tout en vantant un chômage aujourd'hui paradoxalement « *extrêmement faible* », Cristina Gaggini reconnaît les difficultés : « *Depuis un moment, la perception est qu'on laisse des gens sur le côté. Nous sommes conscients que nos efforts, notamment pour inciter les patrons à s'adresser en priorité aux personnes vivant en Suisse, n'ont pas été suffisants.* » De même, les infrastructures suisses n'auraient pas suivi « *l'emballlement de la mondialisation* », affectant la précieuse qualité de vie suisse, « *l'une des plus élevées au monde* ».

Un avis que les expatriés rencontrés dans le pays ne rejettent pas forcément. Franck, Français installé en Suisse depuis plusieurs années, aujourd'hui chef de projet dans l'hôtellerie, affirme par exemple pouvoir « *comprendre le vote* » et la peur du « *dumping salarial* » qu'aurait créé la libre-circulation : « *dans la société qui m'a fait venir, j'étais le salarié le moins payé, avec un salaire bien inférieur à ce qui se pratiquait pour un salarié suisse. Certaines entreprises ont clairement*

profité de cette ouverture. »

TROIS ANNÉES DÉCISIVES

Personne n'est aujourd'hui capable de préciser quelles seront les conséquences de cette votation sur l'économie, une forte incertitude dont on craint qu'elle ralentisse le dynamisme du pays. *« Pour un entrepreneur, le pire est de ne pas savoir ce qui va se passer. Et cela risque d'être le cas durant ces trois prochaines années »,* estime Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse.

Trois ans, c'est le délai durant lequel les traités internationaux devront être renégociés, sont celles dont beaucoup se méfient mais auxquelles tous se raccrochent pourtant. Olivier Bedat, membre du bureau des conseillers du commerce extérieur de la France en Suisse, se dit confiant dans la capacité du gouvernement helvétique à en profiter pour trouver *« un mode d'application pragmatique et relativement soft »* de la votation, dont le texte est *« très flou »*. Selon lui, il est ainsi peu probable que les entreprises étrangères assèchent leurs investissements sur le territoire suisse, bien que Bruxelles, qui pourrait décider de fermer le marché commun aux entreprises suisses, n'ait pas encore pris position.

OBLIGÉS DE RUSER

« La Suisse a besoin de main-d'œuvre. Il faudra accompagner le gouvernement pour éviter que le système fasse s'opposer les secteurs entre eux et que tout le monde s'arrache les forces de travail, désormais limitées », avertit néanmoins Cristina Gaggini. Le patronat garde en souvenir les années antérieures à la libre-circulation, quand les quotas alors déjà en vigueur obligeaient parfois à ruser pour pouvoir recruter la main-d'œuvre nécessaire.

« Ce genre de système risque d'être très défavorable aux PME, qui n'ont pas les moyens de gérer toutes ces nouvelles tâches administratives nécessaires et auront du mal à recruter les profils spécialisés dont elles ont besoin », prévient David Talerma, auteur de *Travailler et vivre en Suisse*. Tout en doutant d'un impact sur les étrangers aujourd'hui présents dans le pays, ce dernier s'inquiète des possibles difficultés pour les futurs candidats à l'expatriation : *« Aujourd'hui, être recruté en Suisse peut prendre entre un et trois mois. Dans le futur, il est possible que ce délai passe à plus de six mois si les entreprises doivent justifier d'une recherche locale pour respecter la préférence nationale. »*

Autre effet pervers mis en lumière : l'inversion du rapport de force entre les expatriés et leur employeur. *« Si l'on sait qu'il sera désormais difficile de retrouver un emploi, les étrangers seront forcés de faire profil bas en entreprise. »*

Malgré l'important engagement en faveur d'un refus de l'initiative populaire, la plupart des responsables économiques du pays tentent pourtant aujourd'hui d'atténuer les réactions catastrophées parfois entendues. *« La Suisse ne dressera pas un mur, simplement un filtre »,* termine M. Talerma, qui comme les autres avoue se reposer sans crainte sur le *« fameux pragmatisme suisse »*, rempart jugé inviolable contre toute *« absurdité économique »*.

Marc Bettinelli

Journaliste au Monde